

"Qui a tué l'écologie?"

Terre à terre, émission du 26 mars 2011

Page Officielle :

<http://www.franceculture.com/emission-terre-a-terre-%C2%AB-qui-a-tue-l%E2%80%99ecologie-%C2%BB-2011-03-26.html>

Page Archives :

<http://terreterre.wv7.be/qui-a-tue-l-ecologie.html>

Transcription :

Ruth Stégassy : Terre à terre, le magazine de l'environnement. On s'intéresse ce matin à un sujet difficile : « *Qui a tué l'écologie ?* »; c'est une question, c'est le titre du dernier livre de Fabrice Nicolino, paru aux éditions des Liens qui Libèrent.

Fabrice Nicolino, vous nous avez habitué à des livres forts, on va le dire. On sort de votre dernier ouvrage, « *Qui a tué l'écologie ?* », groggy, vaguement nauséux, éberlué, et en même temps, de fait on le lit d'un trait, on va de surprise en surprise, tout en n'étant jamais complètement surpris, c'est ça qui est le plus curieux finalement. Il me semble qu'il y a trois histoires dans votre histoire :

- l'histoire d'un certain nombre d'associations de défense, de protection de la nature, de l'environnement, d'associations écologistes,
- il y a l'histoire du Grenelle,
- et puis il y a aussi ce fil que vous reprenez de temps en temps, d'un nécessaire combat aujourd'hui contre tout ce qui est en train de précipiter la planète entière dans le désastre le plus absolu. C'est quelque chose qui revient régulièrement, et on y reviendra nous aussi.

J'ai trouvé que votre récit, votre déroulement du Grenelle, donnait enfin à ce Grenelle une certaine utilité, dont on avait pu douter. C'est vrai qu'en lisant les différentes parties, les différents actes, on comprend mieux ce qui s'est joué, et comment d'aucuns ont été joués. Je vous propose qu'on commence par "exécuter" le Grenelle.

Fabrice Nicolino : Bon, exécutons en effet, exécutons le Grenelle. C'est très très intéressant, c'est un peu déprimant il faut bien le dire, mais c'est quand même passionnant. Qu'est-ce qui s'est passé autour du Grenelle ?

En deux mots le Grenelle, d'abord, c'est une histoire française, c'est une histoire qui commence en mai 1968. En mai 1968, il y a une révolte sociale - un certain nombre des auditeurs de France Culture s'en souviennent - il y a une révolte sociale avec 10 millions de grévistes en France. De très grosses manifestations, et une inquiétude générale, tant du côté de l'Etat que du côté des syndicats majoritaires, notamment la CGT. Et donc il y a une volonté de sortir de cette crise sociale par une négociation à chaud, dans le cadre d'un rapport de forces social énorme dans la rue. C'est ce que l'on a appelé les accords de Grenelle.

Grenelle, c'était le siège du ministère du Travail. Et comme le ministère du Travail était rue de Grenelle, on a appelé ces accords, « de Grenelle », et qui se sont déroulés en mai 1968 et qui ont abouti à une augmentation massive des salaires.

Mais c'est une époque qui n'a rien à voir évidemment avec la nôtre. C'est une époque où Jacques Chirac pour ne pas le nommer, qui était ministre à l'époque, se baladait avec un revolver – c'est documenté ce que je vous dis, ce n'est pas une invention de ma part, il le reconnaît lui-même - se baladait avec un revolver. Il jouait les « roule ta bille », ou les

« Tintin au Congo », ou les je ne sais trop quoi d'ailleurs. Il disait en tout cas avoir peur pour sa sécurité. Et quand il se rendait à des rendez-vous soit disant secrets, avec Henri Krasucki, le chef de la CGT, il arrivait armé figurez-vous.

Si je vous parle de ce Grenelle de mai 1968, c'est parce que c'est l'archétype, c'est le modèle, qui a servi au suivant. Mais ce qu'on oublie toujours, c'est qu'à l'époque il y avait donc un rapport de forces sociales, c'est-à-dire qu'il y avait des millions de gens dans la rue qui faisaient une pression maximale les acteurs politiques, publics, syndicaux, de façon à obtenir des résultats réels.

Qu'est-ce qui s'est passé avec le Grenelle de l'environnement ? Tout autre chose. Là on peut parler d'une entreprise pensée, réfléchie, à froid, et qui a servi des intérêts que je vais détailler maintenant.

On est au printemps 2007 - on fait un petit effort de mémoire - il y a 4 ans, les candidats du premier tour de la présidentielle sont en train de fourbir leurs armes. Il y a d'un côté Ségolène Royal, il y a de l'autre côté Nicolas Sarkozy. On ne sait pas encore que François Bayrou va faire un score important au premier tour ; il y a surtout Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy.

Et il y a un type qui s'appelle Franck Laval, qui est le responsable d'une petite association qui s'appelle « Ecologie Sans Frontière », qui a l'idée de proposer aux deux candidats un Grenelle, un Grenelle de l'environnement. Il se dit : c'est une bonne idée, on va se mettre autour d'une table, on va parler des problèmes de l'environnement, on va bien voir comment les candidats aux présidentielles se déterminent par rapport à cette idée. Il va les voir, et leur propose le Grenelle de l'environnement, et Sarkozy a l'intelligence tactique - car je lui reconnais volontiers une intelligence tactique, même si je dois aussi rectifier en disant qu'il est totalement dépourvu d'intelligence stratégique à mes yeux - en tout cas en bon tacticien il comprend qu'il va être très utile pour sa campagne électorale du premier tour de donner un feu vert à cette idée d'un Grenelle de l'environnement.

N'oublions pas qu'à cette époque, Nicolas Hulot certes a renoncé à sa candidature depuis peu. Mais pendant tout l'automne 2006, il a vraiment inquiété tout le monde. Il a lancé son pacte écologique, des centaines de milliers de gens l'ont signé. En bref, on a commencé à comprendre, en France, que la question écologique devenait une question politique très très importante. On a même proposé, de droite comme de gauche, des postes mirifiques de vice Premier Ministre chargé du développement durable à Nicolas Hulot en cas de victoire. Bref, Sarkozy qui est un excellent tacticien - je me permets de le répéter - comprend au printemps 2007 qu'il est utile de se tourner en direction de l'écologie. Et il décide de lancer une opération politicienne - disons le mot, une opération totalement politicienne - qui consiste à enfumer la société, qui consiste à lui faire croire que les questions d'écologie vont enfin être prises en compte. Et il se met d'accord à l'époque avec Alain Juppé, qui est destiné à être le premier ministre chargé de l'écologie et du développement durable du premier gouvernement Fillon, en cas de succès de Sarkozy au second tour des présidentielles ; il se met d'accord avec lui autour de l'idée que ce serait formidable de réunir tous les acteurs français, les syndicats paysans, ouvriers, les industriels, les administrations, les écologistes, un peu tout le monde, autour d'une belle table ronde, pour montrer qu'on est finalement tous d'accord sur l'essentiel, qu'on n'a pas d'intérêts contradictoires, et qu'on veut tous le bien de la planète.

Et donc il charge Alain Juppé de préparer cette opération politicienne, qui n'a qu'un seul but : démontrer face à la gauche - n'oubliez pas que c'est l'époque où on débauche des gens dits de gauche, des Bernard Kouchner, des Eric Besson -. Et c'est la même logique à l'oeuvre dans le Grenelle : on tente de faire croire qu'il existe ou qu'il pourrait exister une écologie de droite, au moins aussi accueillante et florissante qu'une écologie de gauche. On en est là au moment où Sarkozy est élu. Mais malheureusement, patatras, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans l'histoire, c'est qu'Alain Juppé est rejeté par

les électeurs aux législatives de Bordeaux qui suivent l'élection présidentielle. Et dans ces conditions, étant battu au suffrage universel, Nicolas Sarkozy ne peut pas le garder au Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Gros problème, qu'est-ce qu'on fait, sur qui se rabattre ? Il pense une seconde à Nathalie Kosciusko-Morizet, mais elle est jugée trop chiraquienne à ses yeux. En plus elle lui paraît ne pas avoir la dimension requise. Il cherche, il cherche, il cherche et finalement il trouve, il trouve qui ? Jean-Louis Borloo, qui à l'époque est ministre de l'Economie et des Finances, le poste dont il rêvait depuis des années. Autant vous dire sincèrement que l'écologie, il s'en fout complètement, ça ne l'intéresse pas. Les renseignements que j'ai pu recueillir montrent sans détour qu'il a refusé dans un premier temps ce poste de ministre de l'Ecologie. Mais Sarkozy a dû se montrer insistant et convainquant, puisque finalement, Jean-Louis Borloo, au début de l'été 2007, devient ministre de l'Ecologie.

Et là commence une espèce de farce, de pantomime à la française, assez étonnante, où on va prétendre pendant l'été, et surtout à partir de septembre 2007, que si tous les gars du monde voulaient bien se donner la main, ce serait formidable, que l'on va être d'accord sur tout, on va régler les questions en France. On va se lancer dans une « révolution écologique ». Si j'emploie cette expression de "révolution écologique", avec tous les guillemets qui s'imposent, c'est que cette expression a été utilisée par notre président Nicolas Sarkozy, dans un discours jugé à l'époque – ce n'est plus le cas aujourd'hui – historique. Le discours du 25 octobre 2007, au cours duquel il annonçait que la France était lancée dans une "révolution écologique".

Donc on réunit tout ce beau monde ; il y a des groupes de travail qui commencent à fonctionner pendant l'été 2007. Et puis en septembre, on se met autour d'une table. Qui se met autour d'une table ? Je vous l'ai dit, il y a la FNSEA, il y a les grands syndicats patronaux, les confédérations générales des petites entreprises, il y a les grandes structures de l'Etat, les ingénieurs de l'Etat qui sont sur-représentés dans les commissions...

Ruth Stégassy : Vous oubliez la CGT

Fabrice Nicolino : ... J'ai parlé de syndicats ouvriers, bien sûr la CGT, la CFDT, la CGC, la FO, tout ce que vous voulez. Et les associations écologistes, qui sont pour l'essentiel représentées par 4 structures, que j'appelle dans mon livre "la bande des quatre", c'est-à-dire WWF, Greenpeace, Fondation Hulot, France Nature Environnement qui est l'association historique qui fédère, dit-elle et je crois que c'est grosso modo vrai, 3000 associations locales de défense de la nature en France.

Bon on se met autour d'une table, mais de quoi va-t-on parler ? C'est ça qui devient complètement ahurissant : de quoi va-t-on parler ? Première énormité, mais qui est innommable à mes yeux : on essaye de se faire croire que la crise écologique peut être traitée à l'échelle de la France. Donc on est dans le ridicule achevé – je pèse le sens de mes paroles – on est dans le ridicule achevé. On n'est plus en 1970 que je sache, on est en 2011. Et il est absolument évident depuis longtemps, pour qui réfléchit un peu à la crise écologique, que bien entendu on ne peut pas espérer traiter ces questions-là à l'échelle de la France, ni même à l'échelle de l'Europe. Les écosystèmes, que je sache, se moquent définitivement de nos frontières administratives et politiques. Et penser même que l'on puisse aborder les questions de cette nature à l'échelle française, c'est vraiment de la franchouillardise. Le premier désastre dans cette histoire, c'est que les acteurs du Grenelle – et là je parle des acteurs dits écologistes du Grenelle – se sont montrés de beaux et complets franchouillards. Ils se sont dit : on est français quand même, on va essayer de régler l'affaire entre nous, c'est très bien.

Ruth Stégassy : Mais avant même d'en arriver là, Fabrice Nicolino, moi je voudrais qu'on s'arrête un instant sur cette chose étonnante que vous avez dite sans y appuyer, et qui, je me souviens, était quand même un sujet de stupeur à l'époque : cet espèce de consensus dans lequel tout le monde s'est retrouvé. Là vous venez de nous décrire un attelage tout ce qu'il y a de plus hétéroclite : le patronat, les grandes institutions d'Etat, les ONG dont certaines connues pour leur virulence, des syndicats paysans majoritaires, en tout cas du côté de l'agriculture industrielle...

Et, une sorte de consensus immédiat autour du fait que 1) oui, il y a crise écologique profonde 2) nous sommes tous d'accord, et nous sommes tous engagés dans le désir d'y remédier.

Par engagement, je pense là en particulier à Jean-Louis Borloo, que vous venez de citer comme ayant un petit peu renâclé, et qui pourtant très vite est apparu aux yeux de tous comme un écologiste convaincu, Nathalie Kosciusko-Morizet également. La plupart des acteurs du Grenelle, de l'avis même de ceux qui y étaient, et qui en sortaient le soir avec un sourire satisfait, tous ces gens là étaient profondément d'accord.

Fabrice Nicolino : Il ne faut pas perdre de vue que c'est une scène de théâtre, où les gens jouent un rôle. Si on ne comprend pas cela, on ne comprend rien au film si j'ose dire ou à la pièce de théâtre. Parce qu'effectivement c'est un jeu, c'est un jeu mélodramatique, mais c'est quand même un jeu. C'est-à-dire, Borloo fait semblant d'être écologiste, les associations écologistes se montrent accueillantes pour quelle raison ? Il faut comprendre - c'est la seule indulgence que j'aurais pour elles – il faut comprendre qu'elles ont été ostracisées, qu'on les a considérées comme de la piétaille pendant des dizaines d'années, et brusquement l'Etat, en l'échange d'une compréhension, en l'échange d'une caution, en l'échange d'un alibi écologique, l'Etat leur reconnaît enfin une place. Ils passent à la télévision, on leur tape sur l'épaule, Jean-Louis Borloo leur paye un coup à boire, etc... Tout ça compte énormément figurez-vous. Ils sont enfin reçus dans les ministères sans avoir à courber l'échine ou baisser la tête. Donc tout ça est très très important ; en échange de ce que je considère comme un plat de lentilles, les associations écologistes ont accepté de donner une formidable caution à ce gouvernement et à ses représentants.

Mais de quoi a-t-on parlé finalement au cours du Grenelle de l'environnement ? En fait, dans les coulisses, sans que nous, les citoyens, car moi je réfute totalement l'idée selon laquelle ces associations auraient pu représenter la société française ; ce sont elles qui ont dit qu'elles représentaient la société française. Mais moi je dis non, elles ne représentent pas la société française, elles ne l'ont jamais représentée, et à mon avis elles ne la représenteront jamais. En tout cas, il y a des questions fondamentales qui ont été oubliées.

La première de toutes, celle qui me frappe à l'évidence, le plus, c'est l'histoire du nucléaire, la question du nucléaire. Elle est centrale en France, elle est indiscutablement centrale puisque 80% de notre électricité vient du nucléaire, et que l'industrie électronucléaire est vraiment une puissance de feu industrielle considérable en France. On vient de voir ce que le nucléaire pouvait apporter de joyeux et de beau à un pays comme le Japon et à l'humanité entière. Or le nucléaire a tout simplement été interdit de séjour au Grenelle de l'environnement. Il faut quand même le dire avec une certaine force, avec une certaine virulence. Au moment du Grenelle de l'environnement, Nicolas Sarkozy était en train de négocier avec le dictateur de Tripoli, Kadhafi, l'achat par la Libye d'un réacteur nucléaire français. Et Sarkozy avait fait savoir très clairement que la question du nucléaire était taboue. Donc les associations écologistes se sont d'emblée couchées – je pèse le sens de mes paroles – se sont d'emblée couchées devant la raison d'Etat, et ont accepté de siéger au Grenelle de l'environnement sans que la question du nucléaire soit posée.

Vous voyez le résultat maintenant : la question du nucléaire reste taboue en France, compte tenu de la puissance extraordinaire d'EDF et d'Areva. Mais c'est une question politique, énergétique, écologique, fondamentale. On n'a pas parlé du nucléaire.

On n'a pas parlé davantage des biocarburants, fallait gêner personne. L'agriculture industrielle en faisait un casus belli. On me l'a dit et répété à l'époque, et on voit aujourd'hui le résultat, avec l'élection de Mr Xavier Beulin à la tête de la FNSEA, qui est vraiment le maître d'œuvre des biocarburants en France. A la tête de Sofiprotéol. Si les associations écologistes avaient accepté – ce que je leur ai demandé personnellement à l'époque – de se lancer dans la bagarre contre les biocarburants, qui est une industrie criminelle, puisqu'il s'agit de détourner des plantes alimentaires pour faire rouler des voitures, pour fabriquer du carburant automobile -, si les associations écologistes avaient mené le combat à l'époque, il est certain que Mr Xavier Beulin n'aurait pas pu être nommé à la tête de la FNSEA aujourd'hui.

Ruth Stégassy : Il y avait l'espoir d'obtenir des avancées cruciales dans d'autres domaines. D'une certaine manière, c'était un peu une posture conservationniste.

Fabrice Nicolino : Non, elles, les associations écologistes, ont prétendu qu'il y avait des espoirs. Je vous demande aujourd'hui, où étaient ces espoirs ? La question de l'eau par exemple, a été découpée en mille morceaux, de manière à ce que jamais on ne puisse l'évoquer d'une façon globale. Et évoquer la question de l'eau de façon globale en France, c'est poser la question directement de l'agriculture industrielle.

Rebelote : l'agriculture industrielle qui est surpuissante, dont les lobbies sont enracinés dans l'appareil d'Etat français, a empêché que la question de l'eau soit abordée en tant que telle, et du coup elle n'a pas été abordée.

Il y a d'autres questions qui ont été complètement ignorées. La question des nanotechnologies, qui n'est pas une question anodine, qui est une question dont tout le monde se contrefiche peut-être, mais qui est une question fondamentale qui engage notre avenir commun. Elle a été laissée de côté et pour cause, puisqu'on est dans une phase où l'industrie française investit – et l'Etat d'ailleurs – investit des centaines de millions d'euros, voire des milliards d'euros dans cette nouvelle industrie qui est aussi une nouvelle aventure.

La question des téléphones portables qui peut-être paraît anecdotique, mais elle a été aussi laissée de côté, bref.

Bref, il y a eu un accord de coulisse, sans que nous soyons informés, sans qu'on nous demande notre avis, de façon à ce que le Grenelle soit acceptable par l'Etat français de 2007. Et les associations écologiques ont entériné cet état de fait. Je considère pour ma part, je considérais à l'époque, et je considère quatre ans plus tard, que c'était une pure honte. Une honte dont les associations écologistes ont aujourd'hui à rendre compte, et à accepter le poids de la responsabilité.

Ce Grenelle, où est-ce qu'il nous a menés à l'arrivée ? Nulle part. C'est très simple, ce n'est même pas de la polémique, je veux dire. Qu'on me cite une mesure digne de ce nom qui signifierait, si peu que ce soit, que dans un domaine aussi petit soit-il, le courant dominant a été inversé. Qu'on me cite simplement un exemple.

Moi je vais vous en citer un d'exemple, je vais vous citer l'exemple des pesticides, qui m'importe beaucoup puisque j'ai écrit avec mon ami François Veillerette, un livre sur le sujet il y a quelques années. Ça m'importe énormément le sujet des pesticides. J'étais chez moi un matin disons on va dire de septembre 2007, peut être c'était déjà octobre 2007, c'était vers la fin du Grenelle, forcément vers la fin du Grenelle donc c'était plutôt octobre, et je reçois un communiqué triomphal et triomphant d'une association écologiste

que je préfère ne pas nommer, pour ne pas la déranger. Mais cette association écologiste triomphait, et le titre de ce communiqué c'était "Victoire sur les pesticides". Et le ton était grandiloquent : « le tournant dans la politique française » etc, je vous passe les détails, c'était tout à fait triomphal. L'idée, c'est que la France s'engageait enfin à réduire de 50% l'usage des pesticides en dix ans, nous étions en 2007. Bon, je regarde ça, je me dis : on va réduire de 50% en dix ans l'usage des pesticides. J'étais interloqué, je vous le dis franchement. Ce n'était pas totalement indifférent. Ce n'était rien, puisque moi personnellement je suis pour l'interdiction pleine, entière et définitive des pesticides de synthèse, des pesticides industriels. Mais quand même, c'était une nouvelle intéressante, et je suis resté interloqué un petit moment. Pas très longtemps d'ailleurs, parce que à peu près une heure plus tard, j'ai appris que c'était une nouvelle totalement bidon, totalement bidonnée.

Et cela vaut le coup de dire ce qui s'est passé à ce moment-là, parce que ça permettra de comprendre quels étaient les ressorts finalement de ce Grenelle. En fait, il y avait un Mr Jean-Michel Lemétayer, qui à l'époque était président de la FNSEA, et donc le prédécesseur de Xavier Beulin, l'homme des biocarburants. Donc Jean-Michel Lemétayer qui était présent au Grenelle de l'environnement dans une commission, entendant les cris de triomphe des écologistes, s'est absenté d'une réunion à ce moment-là, et, peut-on supposer – je n'en sais rien, je n'étais pas là, je ne me suis pas encore transformé en petite souris, donc je ne peux pas prétendre avoir été là, je n'y étais pas - mais, on peut se douter que Mr Lemétayer a passé quelques coups de fil à quelques personnalités bien choisies. En tout cas, une quinzaine de minutes plus tard il est revenu en salle de séance du Grenelle, et il a annoncé lui, président de la FNSEA – c'est-à-dire pas lui ministre ou lui représentant de l'Etat, mais lui président de la FNSEA – il a annoncé à tout le monde que cette nouvelle devait être mesurée, car la vraie décision prise par l'Etat c'était celle ci : oui, l'Etat s'engage à réduire l'usage des pesticides de 50% en dix ans, si c'est possible. Et le "si c'est possible" changeait radicalement tout ; cela voulait dire, et cela veut dire encore aujourd'hui en 2011 que comme ce n'est pas possible, ce ne sera pas fait.

Donc de qui se moque-t-on au juste ? Moi je mets au défi, quelque responsable écologiste que ce soit, de venir me rencontrer en public n'importe où, et qu'il vienne m'expliquer pour quelle raison il a tant vanté le Grenelle de l'environnement, et quelle mesure importante significative a pu être prise au cours de ce Grenelle de l'environnement en faveur de la crise écologique. Je défie quiconque de venir s'expliquer devant moi. Je suis sûr d'avance que j'aurai les arguments nécessaires pour lui répondre.

Ruth Stégassy : De fait, au-delà de la faiblesse des mesures qui ont été adoptées, aucune aujourd'hui ou pratiquement n'a trouvé encore son décret d'application. Et donc de toute façon, tout est resté lettre morte. Sauf, Fabrice Nicolino, l'esprit du Grenelle... ne riez pas !

Fabrice Nicolino : Et bien si, excusez-moi je ris quand même, mais c'est de bon cœur. Vraiment, cela fait du bien de rire de temps en temps ! L'esprit du Grenelle, c'est l'esprit de la manipulation poussée jusqu'au grand art. Le Grenelle a enfumé la société, l'a paralysée, nous a fait prendre un retard que je juge très important. Après tout, on aurait pu imaginer un autre scénario après les prises de position de Nicolas Hulot à l'automne 2006, le pacte écologique. On aurait pu espérer qu'une partie de la société allait se mettre en mouvement, agir pour la défense de ses intérêts et de nos intérêts communs, et des intérêts communs de l'humanité, et de la vie sur terre. On aurait pu après tout imaginer cela, et l'espérer en tout cas, et le préparer. Or tout au contraire, pendant 3 à 4 années, à cause du Grenelle, à cause de ce funeste esprit du Grenelle, la société a cru au Père Noël, et a cru que des questions importantes pouvaient être réglées, qui ne l'ont pas été.

Autrement dit nous avons perdu plusieurs années. Est-ce que sincèrement, on peut encore se permettre de perdre tant d'années à ne rien faire, et à faire croire que l'on fait quelque chose, qui met paraît bien pire que tout?

Parce qu'en fait le Grenelle a insinué l'idée que l'on faisait quelque chose, que tout le monde se mettait autour d'une table et agissait en faveur de nous tous. Ce qui est totalement faux, mais ce qui a démobilisé des dizaines et des dizaines de milliers de gens qui étaient susceptibles d'agir en France. Donc je pense que c'est une responsabilité vraiment très très très lourde. L'esprit du Grenelle, c'est l'esprit d'une fumisterie. Vraiment, c'est ce que je pense.

Ruth Stégassy : Cette démobilisation, c'est vrai qu'on la sent, Fabrice Nicolino. On la sent dans le milieu associatif. On a le sentiment que pas mal de forces vives ont disparu, ou se sont écartées. On le sent aussi dans le fait qu'un certain nombre de personnages se sont transformés en notables, et ont déserté la scène qui était celle d'un certain affrontement, ou qui aurait pu ou dû l'être.

Fabrice Nicolino : Absolument, absolument, absolument, il faut dire la vérité. Il y a un moment où la vérité doit sortir. En tout cas, moi je vous donne ma vérité, bien entendu. Les principaux responsables des mouvements écologistes en France sont devenus des notables, ils se sont totalement notabilisés. Leurs associations se sont institutionnalisées, et en vérité, je le dis comme je le pense, ont proprement dégénéré. Elles ne sont plus capables – si elles l'ont été un jour – de nous aider à faire face à la crise écologique.

Mais il y a des signes qui ne trompent pas, vous comprenez. Quand on se distribue des légions d'honneur. Je ne vais pas me transformer en policier aujourd'hui, à France Culture à fortiori, mais quand même, il y a beaucoup de légions d'honneur qui ont été distribuées, à l'occasion du Grenelle. Je serais extrêmement satisfait que l'on puisse avoir une liste exhaustive du nombre des acteurs du Grenelle qui ont obtenu une légion d'honneur. Et je crois pouvoir vous dire, sans hésitation, qu'à ce moment-là, si cette liste était publiée, on aurait quelques surprises.

La légion d'honneur a été abondamment distribuée, des postes au conseil économique et social et environnemental. Ce sont des postes qui évidemment ne feraient peut-être pas rêver les grands patrons du CAC 40, mais tout de même ce sont des postes à 3000 € par mois, qui ne demandent pas des efforts surhumains d'après ce que je crois avoir compris. Donc 9 postes par exemple ont été accordés à France Nature Environnement à la suite du Grenelle. Il y a beaucoup d'avantages qui ont été consentis d'une façon générale. Et il est sûr qu'il y a une notabilisation effrénée, qui avait commencé avant le Grenelle.

Pour vous dire toute la vérité sincère, je m'étais mal rendu compte de l'état des lieux. Je ne me présente pas comme une sorte de devin, qui aurait tout compris avant tout le monde. J'ai été naïf. J'ai gardé des relations excellentes avec un bon nombre des responsables de ce mouvement écologiste. Je ne sais pas ce qu'il en sera demain compte tenu de ce que je viens d'écrire sur eux. Mais en tout cas j'ai gardé jusque là de bonnes relations avec eux. Mais le fait est qu'ils sont devenus des notables de la République, à l'instar de beaucoup d'autres notables de la République, et qu'ils sont devenus totalement incapables de combattre l'adversaire principal de notre société d'humains – quand je dis notre société d'humains c'est la France, l'Europe et le monde – et l'adversaire principal de cette société d'humains pour moi, c'est l'industrie, c'est le système industriel, et notamment la pointe avancée de ce système industriel c'est-à-dire les sociétés transnationales qui sont souvent beaucoup plus puissantes que les Etats eux-mêmes. Je dis, et je prouve dans mon livre je crois, abondamment, que ces associations et leurs dirigeants sont devenus totalement incapables de nommer l'adversaire principal, encore moins de le combattre, et qu'ils sont totalement incapables d'affronter l'un des soutiens les plus décidés de ce système industriel en France à savoir l'Etat, l'Etat dans toutes ses

formes, l'Etat dans toutes ses puissances, dans toutes ses places fortes, y compris les ingénieurs d'Etat, qui jouent un rôle méconnu mais tout à fait fondamental dans l'ossature administrative et politique de la France.

Ces associations sont devenues impuissantes, à supposer encore une fois qu'elles ne l'aient pas toujours été, c'est un autre débat. En tout cas, ce que l'on peut voir au travers de l'exemple de Greenpeace, qui est un exemple finalement moyen, parce que Greenpeace ne s'est pas transformée en une association de malfaiteurs, mais quand on compare le Greenpeace d'il y a 40 ans en 1971, Greenpeace qui a été créée par des gens comme je pouvais être à l'époque, des jeunes cinglés, chevelus, qui partaient à l'assaut du monde – Greenpeace en 1971 a été créée par des antimilitaristes et des antinucléaires fervents, qui avaient récupéré un vieux chalutier et qui voulaient aller défier l'ordre militaire américain sur une île de l'Alaska où se déroulaient des essais nucléaires militaires aériens – c'est comme ça qu'est née Greenpeace, quand on voit ce qu'est devenue Greenpeace dans un pays comme la France, franchement je suis épouvanté. Je le dis calmement, mais fermement.

Ruth Stégassy : Mais en détaillant, Fabrice Nicolino. Qu'est-ce que vous entendez par là ?

Fabrice Nicolino : Restons-en à Greenpeace pour l'instant, si vous le permettez. Donc Greenpeace, c'est une association qui a été créée par des gens comme Katia Kanas, pour qui j'ai beaucoup d'affection, qui à ma connaissance est toujours à Greenpeace, mais qui n'a plus aucune responsabilité. Greenpeace a été une association de militants, de gens tout fous, qui allaient au combat un peu sur tous les fronts : le militaire, les déchets, les baleines, les océans, etc. Ils ont fait des opérations sensationnelles, je les félicite à posteriori encore aujourd'hui. C'était la fin des années 1970, le tout début des années 1980, une formidable association, pleine de vitalité, pleine de jeunesse, pleine de fougue. Seulement le temps a passé – je ne peux pas tout raconter ici bien sûr – mais le temps a passé et d'années en années, de décennies en décennies, cette association s'est institutionnalisée, s'est bureaucratisée.

Il faut savoir aussi que Greenpeace – alors là c'est une certitude, même à l'époque héroïque dont je vous parlais – n'a jamais été une association démocratique. Ce n'est pas moi qui le dis d'ailleurs, c'est Katia Kanas. C'est reconnu en quelque sorte en interne comme on dit aujourd'hui. Ça n'est pas une association démocratique. Les gens qui donnent de l'argent à Greenpeace – je suis désolé de leur dire s'ils m'écoutent – n'ont aucun pouvoir sur la ligne qui est défendue par Greenpeace, les campagnes qui sont menées ; ils donnent de l'argent, et puis c'est tout. Et puis pour dire la vérité, ils ferment leur gueule. Et c'est quand même un petit peu navrant.

Ruth Stégassy : De fait, les décisions sont prises à l'échelon international. C'est ça que vous ne dites pas.

Fabrice Nicolino : Absolument. Il y a une bureaucratie qui est installée à Amsterdam : c'est Greenpeace International qui décide des campagnes que les sections nationales ont à mener. Et si vous n'êtes pas dans les clous, vous n'êtes pas dans les clous ; vous n'avez pas à mener des campagnes de votre propre initiative.

Ruth Stégassy : Mais tout de même, Fabrice Nicolino, il y a eu à plusieurs reprises – j'en ai été témoin – des tentatives justement du côté français, pour obtenir de pouvoir faire campagne sur tel ou tel sujet, en particulier le nucléaire.

Fabrice Nicolino : Oui, mais le nucléaire c'est une campagne traditionnelle de Greenpeace. Enfin, je vais finir sur Greenpeace, sur ce qu'est devenue Greenpeace. Parce qu'aujourd'hui nous avons à Greenpeace France, un homme qui s'appelle Pascal Husting, que je connais assez bien...

Ruth Stégassy : ... donc le Directeur,

Fabrice Nicolino : ... c'est le Directeur de Greenpeace France. Mais il faut essayer de comprendre ce que c'est devenu. Pascal Husting était un financier, c'est pas une honte mais c'est un fait. Il était financier au Luxembourg, c'est un luxembourgeois. Il a aidé des entreprises offshore, il le reconnaît lui-même, ce n'est pas du tout un secret d'Etat. Et c'est parce qu'il était financier qu'il a été recruté par Greenpeace, pour augmenter les dons à Greenpeace sur la base de procédés de marketing qui sont bien connus partout dans le monde, mais notamment aux Etats Unis : ce sont des procédés de *Fundraising*. C'est-à-dire on cherche de l'argent, en envoyant des mails, en téléphonant aux gens, en faisant des quêtes dans la rue. On cherche des donateurs, qui ne sont absolument pas des militants, qui sont des donateurs simplement, qui donnent en fonction d'images vues à la télé. C'est un principe pratiquement de consommation de la politique et de l'action publique.

Et Pascal Husting a réussi son coup sans aucun doute possible, puisqu'il a augmenté les ressources financières de Greenpeace France. Et donc il se fait forcément beaucoup mieux voir à l'intérieur de Greenpeace International. Mais la face noire, la face cachée de cette opération, c'est que Greenpeace est devenue une entreprise, avec tout ce que ça signifie. J'ai lu avec horreur – c'est le mot qui convient – la façon dont Pascal Husting se décrit lui-même, dans un article publié en décembre 2010, donc il y a quelques mois à peine, dans le *Nouvel économiste*. Pascal Husting décrit Greenpeace très exactement comme une entreprise absolument comme les autres. Il se glorifie même qu'un certain nombre, je crois me souvenir que 25 personnes ont été virées, je dis bien virées, de Greenpeace France, parce qu'à ses yeux – si j'ai bien compris sa prose mais je suis sûr de l'avoir bien comprise - c'étaient des militants qui voulaient en même temps être des professionnels, alors que lui inverse l'ordre des priorités, et qu'il considère que les gens de Greenpeace sont d'abord des professionnels, qui sont d'ailleurs souvent recrutés par des cabinets de recrutement – il faut quand même le dire - sur la base de petites annonces, en fonction de considérations professionnelles. D'après lui, la priorité va à ces gens-là qui ensuite éventuellement se mettent à militer. C'est une drôle de conception des choses.

En tout cas Pascal Husting se vante qu'au moins 25 militants de Greenpeace, qui ont été virés certainement sur ses ordres, sont allés devant le tribunal des Prud'hommes pour faire valoir leurs droits, et ont été déboutés. Alors ils ont peut-être été déboutés, mais moi, je suis dégoûté.

Ruth Stégassy : Quittons Greenpeace, Fabrice Nicolino, mais ne quittons pas ce rapprochement du monde de l'entreprise que vous venez d'évoquer. Il me semble qu'il y a des choses plus graves dans ce que vous avez trouvé, et que vous écrivez dans votre livre *"Qui a tué l'écologie ?"* : des rapprochements, qui ne sont plus du rapprochement, mais de la consanguinité. Et là, je veux parler d'autres associations dont vous avez épluché le passé. Un passé dont d'ailleurs souvent les protagonistes, eux-mêmes, ne sont pas nécessairement informés aujourd'hui.

Fabrice Nicolino : Oui, oui, oui, bon c'est douloureux pour moi, je vous le dis franchement, c'est douloureux pour moi, mais...

Ruth Stégassy : ... ça l'est pour tout le monde.

Fabrice Nicolino : Oui c'est douloureux, il faut le dire. Là, je vais parler du WWF qui – je le dis comme je le pense – n'est pas une association écologiste. J'ai beaucoup travaillé sur le cas du WWF, qui est une structure très importante en France et dans le monde. Et qu'est-ce que j'ai découvert ?

D'abord l'histoire du WWF est trouble, c'est le moins qu'on puisse dire. Il y a par exemple un personnage qui s'appelle Anton Rupert, qui est un milliardaire sud-africain, qui est mort en 2006 à l'âge de 89 ans. Anton Rupert a joué un rôle décisif dans la création et le développement du WWF international. Et Anton Rupert était un homme, on va dire, pour rester poli, une sorte de Janus, une sorte d'homme à double face. Dans la première partie de sa vie qui a duré plusieurs dizaines d'années, il a été un soutien fervent du système de l'apartheid en Afrique du Sud, au point de faire partie d'une association secrète – disons le, parce que c'est vrai – qui s'appelait le *Broederbond*. Le *Broederbond* c'est un mot afrikaner qui veut dire Ligue des frères. Et ce *Broederbond* a été au cœur du pouvoir politique afrikaner pendant toute la période de l'Afrique du Sud raciste.

Anton Rupert a donc été un homme très important dans le soutien à l'Afrique du Sud raciste, avant de changer d'idée – il est vrai, je le reconnais sans hésitation – vers la fin de sa vie, mais seulement vers la fin de sa vie, on va dire apparemment dans les 15 dernières années de sa vie...

Ruth Stégassy : c'est-à-dire fin des années 1970.

Fabrice Nicolino : Oui c'est ça. Il s'est rallié à l'idée d'une Afrique du Sud multiraciale, peut-être un peu contraint par les événements, je ne sais. Mais on peut aussi admettre qu'il a changé d'idées et de valeurs. Il a soutenu Nelson Mandela. Il a fini sa vie comme une sorte de soutien de Mandela et de l'ANC. Mais, il avait été un pilier vraiment du système de l'apartheid au travers du *Broederbond*.

Et Rupert, outre cela, qui est déjà énorme, qui me paraît sidérant, Rupert a aidé à financer, à trouver des structures de financement du WWF International. Et il a créé pour cela une structure qui existe, mais sur laquelle on ne peut pas avoir d'information, car j'ai cherché à en avoir auprès de nombreuses structures du WWF, mais ça a été motus et bouche cousue. Cette structure s'appelle *Le Club des 1001*. Et j'ai pu établir – et je suis certain de ce que je dis - que le *Club des 1001* donc qui a servi au financement du WWF International, a compté parmi ses financiers des personnages répugnants à mes yeux, tout à fait répugnants, comme l'ancien dictateur de l'ancien – du défunt - Zaïre, le dictateur africain Mobutu. Il y a l'américain Robert McNamara, qui était le secrétaire à la Défense des Etats Unis d'Amérique, qui est l'homme des bombardements américains sur le Vietnam - pour ceux d'une certaine génération ça rappellera quand même des souvenirs - McNamara c'est l'homme des bombardements massifs sur les villes vietnamiennes et sur les rizières vietnamiennes. C'est donc un criminel de guerre – je pèse le sens de mes paroles – c'est un criminel de guerre qui a financé le WWF International. Il y a d'autres personnages, il y en a beaucoup d'autres en vérité, et en plus la liste est loin d'être exhaustive. Je lance un appel d'ailleurs tout à fait calme au WWF pour qu'il ouvre ses registres, pour qu'il ouvre ces listes. J'estime que le monde a le droit de savoir ce qui s'est passé, et ce qui continue à se passer au WWF.

Dernier personnage que je veux citer – il y en a beaucoup d'autres encore une fois – c'est un français, Charles de Chambrun, qui a été député maire de St Gilles dans le Gard, député maire Front National de St Gilles dans le Gard, et qui a financé le WWF International.

Ça pourrait être une abominable erreur de jeunesse – même si je n'y crois pas une seconde - mais ça n'est pas une abominable erreur de jeunesse, parce qu'en fait il s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui, 2011, une consanguinité – vous avez employé le mot mais

c'est très juste – une consanguinité parfaite avec l'industrie transnationale, qui conduit le WWF, au moment où je vous parle, à siéger dans des tables rondes, des structures informelles mais très puissantes, pour créer un label, un label dit durable, destiné à permettre à l'industrie de continuer à vendre de pures saloperies, des productions que je juge pour ma part criminelles parmi lesquelles le soja.

Il faut savoir que le WWF International siège à une table ronde sur le soja soutenable, sur le soja durable, avec Monsanto, l'ennemi des peuples et l'ennemi de la vie sur Terre. Le WWF essaye de mettre au point un label de façon à ce qu'on puisse vendre du soja avec la caution des soit-disant écologistes. Le WWF fait pareil avec les biocarburants, le WWF fait pareil avec l'huile de palme.

Je dis juste un petit détail qui n'en est pas un : dans cette table ronde criminelle sur l'huile de palme, cautionnée par le WWF, il est autorisé d'utiliser dans les plantations d'huile de palme en Malaisie, en Indonésie, des pesticides qui sont rigoureusement interdits dans l'Union Européenne et en France donc, comme le paraquat. Le paraquat dont on sait aujourd'hui avec certitude les liens avec la maladie de Parkinson. Et bien « grâce » au WWF, « grâce » à la caution apportée par le WWF, des industriels de l'huile de palme, des plantations d'huile de palme, s'autorisent à utiliser du paraquat, et mettent le paraquat au contact des travailleurs dans les plantations de Malaisie et d'Indonésie. Si ça c'est être écologiste, alors il va de soi que je ne suis pas écologiste. Mais comme je pense être écologiste, je m'autorise à dire que le WWF ne l'est pas.

Ruth Stégassy : Vous dites, Fabrice Nicolino, qu'on a le droit de savoir. C'est vrai, mais savoir n'est pas comprendre.

Fabrice Nicolino : Non, c'est vrai que c'est un peu une énigme. Une énigme qui renvoie à l'histoire. C'est très important l'histoire dans ce domaine. Le WWF a été créé en fait par des gens... par des aristocrates – ce n'est pas une honte, c'est aussi un fait – dont beaucoup, beaucoup étaient possédés par le désir de continuer à chasser la grande faune sauvage en Afrique. On était à la fin des années 1950, début des années 1960, le WWF est né en 1961. Et on avait des inquiétudes bien sûr sur la survie de la grande faune sauvage en Afrique – même si c'était il y a 50 ans, on commençait à avoir de inquiétudes - . Ces aristocrates là, soutenus par des conservationnistes comme on dit – on va dire des écologistes sincères – ont imaginé le WWF plutôt comme une manière de sauvegarder des espaces et des espèces chassables, plutôt que dans le but de défendre les équilibres écologiques de la planète, et les hommes qui habitent les espaces de la Terre.

Donc revenir à l'histoire est très important, parce que ce qui est né en 1961, c'est une structure tout à fait étrange, qui a constamment maintenu des liens innommables, indicibles, avec la grande industrie transnationale, c'est-à-dire avec l'industrie de la destruction.

Ruth Stégassy : Mais à vous lire, Fabrice Nicolino, ça va même plus loin, puisqu'on a quitté la France, on arrive maintenant à l'échelle internationale, voire mondiale. Ça va plus loin, puisque de fait il semblerait qu'un certain nombre de ces entreprises transnationales aient senti le vent tourner très très tôt, et donc opté pour des stratégies extraordinairement en amont de tous ces mouvements que l'on a pu connaître à la fin du 20^{ème} siècle.

Fabrice Nicolino : Oui, oui, oui, c'est très important ce que vous dites, mais en même temps il y a un aspect énigmatique, je ne prétends pas répondre à toutes les questions qui se posent. Il y a un peu une énigme derrière cette histoire, qui est très très intéressante. Il y a des personnages dans l'histoire que j'ai essayé de décrire, qui sont des personnages fabuleux. Détestables, mais fabuleux. Il y en a deux.

Je vais en citer un : le premier c'est Maurice Strong, c'est un canadien qui aujourd'hui a 83 ans. Maurice Strong est un homme des transnationales, personne ne peut le contester. Il

a été patron de Petro Canada, il a été patron de transnationales canadiennes. Il a toujours évolué dans l'univers des transnationales, notamment du pétrole. Donc c'est l'homme des transnationales mais dans le même temps, dès la fin des années 1940, début des années 1950, il s'est introduit, introduit peut-être avec d'excellentes raisons, mais il s'est introduit dans le milieu des Nations Unies, où il a fait une carrière parallèle à celle de patron de transnationales. Donc il est devenu une pièce importante dans l'univers bureaucratique des Nations Unies à New York.

Et Maurice Strong, est-ce par sincérité, est-ce par calcul – c'est là où l'énigme demeure pour moi, peut-être un peu des deux, probablement un peu des deux du reste – Maurice Strong a compris avant d'autres - il faut revenir un petit peu au passé d'il y a 40 ans : le Club de Rome, les questions sur la croissance, les premières interrogations écologistes – Strong a compris avant beaucoup d'autres que l'heure de l'exploitation sans limites était finie. C'est-à-dire qu'on ne pouvait plus faire vivre les transnationales comme on l'avait fait pendant si longtemps, qu'il fallait prendre des gants, qu'il fallait prendre des mesures, qu'il fallait changer éventuellement son discours, et éventuellement certaines de ses pratiques. Et Strong est un personnage absolument étonnant, puisque Strong, encore bien plus que Rupert, je vous disais qu'Anton Rupert était un Janus mais alors que dire de Maurice Strong... Maurice Strong c'est un homme qui a été le premier secrétaire - c'est fantastique à dire – il a été le premier secrétaire du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, le PNUE, qui est considéré comme une création formidable de l'humanité, des Nations Unies, qui a été capable de s'emparer des questions d'environnement.

Le PNUE a été créé et dirigé au départ par Maurice Strong, l'homme des transnationales. Que venait-il faire là, Maurice Strong ? Que venait-il faire là ? Il a été le premier secrétaire du PNUE, mais également il a organisé la première conférence mondiale sur l'environnement : le premier sommet de la Terre à Stockholm en 1972, c'était Maurice Strong. Que venait-il faire là ?

Alors on l'a su après. Parce que dans les années 1980, Maurice Strong – enfin c'est difficile de tout reconstituer - mais en tout cas il a été un inspirateur majeur dans la constitution d'une commission, qui s'appelle la commission Brundtland. Et Strong a fait partie de cette commission qui a donné naissance à un rapport, le rapport Brundtland, qui a lancé dans le monde entier l'expression "développement durable". Ca c'est un coup de force sémantique extraordinaire, car dans la première traduction française de ce rapport Brundtland, l'expression « développement durable » s'appelle « développement soutenable », ce qui est très très différent, pour qui s'intéresse à l'écologie scientifique, ce n'est pas exactement de même nature. Et en fait, il y a eu un glissement sémantique ; on est passé de « développement soutenable » à « développement durable, » grâce en particulier à Maurice Strong.

Et ce qui est fantastique avec l'idée de développement durable, c'est que c'est une expression passe-partout, qui est utilisée aussi bien par les industriels, que par les écologistes, que par les paysans industriels, que par les politiques. Tout le monde n'a plus que cette expression-là à la bouche : développement durable.

Alors c'est formidable, parce que selon que vous vous adressez à tel ou tel, il ne s'agit évidemment pas de la même chose. Si vous parlez de l'industrie avec des industriels, développement durable ça veut dire un développement appelé à durer, tout simplement. C'est-à-dire un développement jusqu'à la fin des temps, c'est pratiquement synonyme de croissance indéfinie, de croissance sans limite, développement durable. C'est un vrai coup de force sémantique, qui a des conséquences jusqu'à aujourd'hui, parce qu'on se retrouve à communier autour d'une expression, tous autant que nous sommes, qui est complètement pervertie par ses promoteurs, et pour cause : le développement durable c'est une manière pour l'industrie transnationale de continuer à faire des affaires, en se

peinturlurant en vert, en faisant ce que les anglo-saxons appellent du *Greenwashing*. C'est-à-dire, on ne peut plus faire comme auparavant, donc on fait des affaires *business as usual*, les affaires comme d'habitude, mais en y ajoutant le développement durable, ce qui n'oblige à rien.

Qui ne fait pas du développement durable ? Veolia, Suez Environnement, EDF fait du développement durable, les pires transnationales de la planète font du développement durable.

Je vais vous raconter un truc tout simple. Il y a un Suisse allemand qui s'appelle Stephan Schmidheiny, qui en plus a été un bras droit de Maurice Strong - c'est extraordinaire – il a été bras droit de Maurice Strong dans la préparation du Sommet de la Terre à Rio de 1992. parce que je vous ai dit que Strong avait préparé le Sommet de la Terre de Stockholm en 1972 - formidable – mais il a été aussi le grand ordonnateur du Sommet de la Terre de 1992, avec un certain Stephan Schmidheiny, et Schmidheiny est un personnage admirable. Stephan Schmidheiny, donc qui a été bras droit pour le Sommet de la Terre de Rio de 1992, est un industriel de très haute volée, une grosse fortune suisse. Et il a créé le conseil mondial des entreprises pour le développement durable. Je ne me souviens plus quel est l'acronyme anglais mais bref c'est facile à trouver. Qu'y trouve-t-on dans ce conseil pour les entreprises pour le développement durable ? On trouve les plus grands pollueurs de la planète. Et j'ai lu des livres, notamment un livre de Schmidheiny avec une étude de cas, qui vante par exemple les activités de la Shell dans le delta du Niger, alors qu'il s'y passe quelque chose d'innommable, d'in vraisemblable autour du pétrole, les populations sont proprement martyrisées dans tous les sens du mot. Et Schmidheiny sans aucun état d'âme vante les résultats de la Shell, la Shell étant membre de son fameux conseil mondial des entreprises pour le développement durable. Conseil mondial qui a été très actif dans tous les Sommets de la Terre, qui a été très actif au Sommet de Nagoya au Japon sur la biodiversité qui s'est déroulé à l'automne dernier, et qui sera actif demain sans aucun doute au Sommet de la terre de Rio, le prochain Sommet de la Terre qui va se dérouler en 2012, et qui est organisé du côté français par notre cher ami Brice Lalonde.

Donc Schmidheiny est l'homme lui aussi du développement durable, comme Maurice Strong. Sauf que Schmidheiny, au moment où je vous parle, devrait être, sinon en tôle, du moins devant un tribunal. Car il se passe en ce moment un procès que l'on appelle en Italie *processo storico*, un procès historique où on juge la société Eternit, parce que 2000 ouvriers italiens sont morts d'avoir été exposés à l'amiante. Eternit c'est une entreprise de l'amiante. Il y a 2000 travailleurs italiens qui sont morts, des milliers et des milliers qui vont certainement mourir d'avoir été exposés à l'amiante chez Eternit en Italie. Et qui est le patron d'Eternit, qui est l'homme qui a gagné une fortune colossale grâce à Eternit ? C'est Stephan Schmidheiny... qui refuse d'aller au tribunal, qui refuse de se présenter à Turin, où il risque une très forte peine de prison. Donc il paye des agents spécialisés, pour qu'on cite au minimum son nom dans la presse italienne et internationale.

Car entre temps, Mr Schmidheiny s'est refait une santé, presque un visage, en Amérique latine, où il a créé des fondations développement durable à tout va. Il s'est rapproché très heureusement de Maurice Strong, et Schmidheiny ne veut plus entendre parler de ce passé maudit. Lui maintenant, c'est l'homme du développement durable, il se présente lui-même sur son site comme un philanthrope, figurez-vous. Donc il a créé des fondations, il donne de l'argent à des écologistes, qui sont écologistes ou qui le sont à la mode française, je ne sais trop. En tout cas, Schmidheiny et Strong, c'est véritablement un certain avenir possible du capitalisme, pour employer un gros mot, c'est-à-dire poursuivre la marche éternelle de l'entreprise industrielle, poursuivre cette marche en avant fut-ce au prix de la destruction des principaux écosystèmes de la planète, au nom du développement durable, et avec la complicité des principales associations écologistes françaises. Voilà où nous en sommes.

Ruth Stégassy : Je le disais, Fabrice Nicolino, au début de cet entretien, on sort assez nauséeux de toute cette histoire. Une chose est sûre, c'est que ce terme de développement durable a dû servir de plat commun autour duquel on pouvait se rassembler et partager la même table. Une expression qui sert aussi à gommer les lignes de force, les lignes de fracture, ce que l'on appelait autrefois le rapport de forces, ou la lutte des classes. Tout ce qui justement, fait dissensus dans une société, et qui fait qu'on n'est pas tous ensemble dans ce que vous appelez pays des Bisounours, mais qu'il y a des adversaires, qu'il y a des hostilités, des affrontements nécessaires.

Fabrice Nicolino : Oui, absolument, il y a des classes sociales. C'est un très gros mot, mais je le dis, il y a des classes sociales qui n'ont pas les mêmes intérêts sur cette Terre. Il y a des peuples qui subissent la loi d'autres peuples, d'autres oligarchies. Moi je me situe très clairement du côté des gueux de la planète. Ce que j'appelle les gueux, ce sont les vrais pauvres de la planète, ce sont notamment les paysans du Sud. Ce sont tous ces gens dont on se contrefout, tous ces gens qui ont faim, tous ces gens qui n'ont plus de terre à eux, qui leur est contestée par des intérêts plus puissants que leurs propres Etats. Et moi j'ai choisi mon camp, c'est très clair. Je sais bien que c'est un mot connoté, le mot "camp", mais je le revendique. Je fais partie d'un camp, et pas des deux à la fois. Et il faut à un moment donné accepter de se lever, accepter d'affronter les autres, les adversaires, accepter de les combattre, accepter de les vaincre. Et en fait, ce livre qui n'est pas seulement un livre de déprime, loin s'en faut à mon avis, c'est un appel au combat, c'est un appel à la résistance, à l'action. Je crois que le moment est venu...

Ruth Stégassy : Mais avec quelles armes ? Est-ce que vous n'avez pas le sentiment d'avoir tiré contre votre propre camp aussi ?

Fabrice Nicolino : Non, parce que ce n'est pas mon camp, tout simplement. Je n'ai pas tiré contre mon camp. Je pense que la première des choses à faire, c'est la critique, c'est forger des armes critiques nous permettant ensuite de lancer des actions sur une base totalement neuve.

Ruth Stégassy : « Qui a tué l'écologie », c'est donc le titre du livre de Fabrice Nicolino, édité par les Editions Les Liens qui Libèrent. Terre à terre c'est terminé pour ce matin.